



ARRÊTÉ MUNICIPAL

Direction des Services Techniques : AD/PK/JSK/LV N°187/2021

Le Maire de la ville de SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de la Route,
Vu le Code de la Voirie Routière,
Vu l'article R610.5 du Code Pénal,
Vu la décision n°15/2007 en date du 6 Avril 2007 portant droit d'occupation du domaine public,

Considérant la requête en date du 25 mars 2021, par laquelle **la SARL BONTOUX FRERES**, demeurant Clos Peypin à Châteauvert (83 670), sollicite une autorisation d'installer un **échafaudage de pieds avec stationnement de deux véhicules, au droit du n°33, rue Colbert**, pour effectuer des travaux de **reprise de deux linteaux**.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'autorisation d'exécuter les travaux qui font l'objet de la pétition, ci-dessus visée, est accordée à charge pour le permissionnaire de se conformer à la réglementation en vigueur et, en outre, aux conditions suivantes.

1/ Le présent arrêté ne vaut que pour l'utilisation du domaine public et ne se substitue pas aux déclarations de travaux à l'obtention du permis de construire.

2/ L'échafaudage est éclairé la nuit pendant toute la durée de son maintien sur la voie publique.

3/ L'échafaudage est muni d'une plaque fixe, lisible du trottoir, indiquant le nom ou la raison sociale, l'adresse et le numéro de téléphone de l'entreprise utilisatrice.

4/ Toute disposition doit être prise pour éviter la chute de gravats, poussière sur le domaine public.

Un filet de protection sera obligatoirement installé au droit de l'échafaudage, pour éviter toute projection.

5/ La circulation des piétons doit être assurée en permanence, comme indiqué dans le paragraphe 10.

6/ Le pétitionnaire est seul responsable des accidents ou incidents pouvant résulter de la présence des travaux.

7/ En fin de travaux, le sol de la voie est remis en état de propreté.

8/ La présente autorisation est rigoureusement personnelle et est accordée sous toutes réserves des droits des tiers et de la réglementation en matière de sécurité.

9/ Le pétitionnaire, l'entreprise chargée des travaux ou toute personne responsable de l'occupation du domaine public doit être en mesure de présenter cette autorisation, sur toutes injonctions de l'Administration.

10/ La circulation des piétons et des véhicules doit se faire, de jour comme de nuit, et en toute sécurité.

ARTICLE 2 : L'autorisation est annulée de plein droit si le permissionnaire n'en a pas fait usage dans le délai **du Mardi 06 Avril 2021 à 8h au Mardi 13 Avril 2021 à 18h00.**

ARTICLE 3 : Le pétitionnaire doit prévenir l'Administration par courrier en cas de non-utilisation de la présente permission dans le délai de 6 jours à compter du **Mardi 06 Avril 2021.**

ARTICLE 4 : Les deux véhicules de la SARL BONTOUX FRERES seront autorisés à stationner au droit du n°33, rue Colbert, du **Mardi 06 Avril 2021 au Lundi 13 Avril 2021, que de 8h00 à 17h00**, pour enlèvement de gravas et livraison de matériaux.

ARTICLE 5 : LA SARL BONTOUX FRERES prendra toutes les dispositions pour assurer le passage des véhicules des riverains, d'urgences et de secours.

ARTICLE 5 : Le pétitionnaire s'acquittera de la somme de **(3,00 € x 12 m² pour l'échafaudage + 20,00 € x 2 deux camions, le tout pour 1 semaine).** Total de **76,00 €** au titre des droits d'occupation du domaine public.

ARTICLE 6 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté est dispensé de transmission au représentant de l'Etat, en application de l'article L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Il est exécutoire dans les conditions prévues par l'article L2131-1 dudit code.

ARTICLE 8 : Madame le Directeur Général des Services de la Mairie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, les Agents de la Police Municipale, le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché dans la Commune et publié sur le site de la ville.

ARTICLE 9 : Le présent acte peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Toulon pour excès de pouvoir dans le délai de 2 mois à partir de sa notification.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, le 19 mars 2021

Pour le Maire
L'Adjoint Délégué,

Paul KHADIR

